

#### **Sommaire**

#### Introduction

- 1. Analyse de l'évolution des soldes de gestion retraités
- 2. Effort d'investissement et choix de financement
- 3. Situation financière au travers des principaux ratios
- 4.Synthèse
- 5. Enjeux pour le prochain mandat

#### Introduction

L'étude financière rétrospective que nous avons réalisée sur les années 2008 à 2013 sur la base des comptes administratifs de la commune de Bassens met en évidence les évolutions des équilibres financiers sur la période au travers notamment des soldes intermédiaires de gestion, des choix de financement des investissements et de leur impact sur l'endettement et les réserves de la commune.

L'évolution des soldes de gestion est rapprochée de celles des dépenses et recettes de fonctionnement avec un effort d'éclairage de ce qu'aurait été l'évolution des dépenses et des recettes de la commune à périmètre constant, hors effets reports.

En effet, l'analyse brute des chiffres ne permet pas de mettre les vraies évolutions en évidence.

Ainsi, l'étude éclaire la situation de la commune actuelle en fonction des évolutions qui ont eu lieu au cours des dernières années, et montre ainsi l'équilibre de la commune après un certain nombre de retraitements, essentiellement liés à des effets reports d'une année sur l'autre.

Les retraitements que nous avons effectués sont présentés dans la première partie de ce rapport.

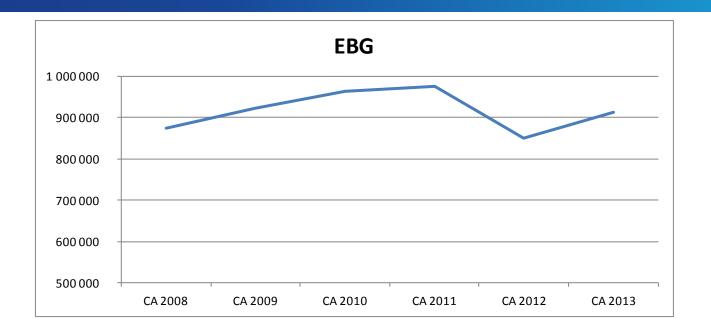
1. Analyse de l'évolution des soldes de gestion retraités

# 1 Soldes de gestion retraités Soldes intermédiaires de gestion

Le tableau suivant présente les soldes intermédiaires de gestion après prise en compte des retraitements

Ville de Bassens	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
Dépenses courantes de fonctionnement retraitées :	2 234 263	2 253 330	2 217 144	2 278 742	2 394 032	2 488 936
Recettes courantes de fonctionnement retraitées :	3 108 754	3 175 954	3 180 664	3 253 867	3 244 575	3 401 830
EBG	874 491	922 624	963 520	975 126	850 543	912 894
Chapitre 66 - Charges financières	214 946	186 693	190 975	189 285	175 576	195 291
Chapitre 76 - Produits financiers			***************************************		••••	
Résultat financier	- 214 946	- 186 693	- 190 975	- 189 285	- 175 576	- 195 291
CAF Brute hors exceptionnel	659 545	735 930	772 546	785 841	674 967	717 603
					•	
Chapitre 67 - Charges exceptionnelles	0	38 226	43 928	904	-	
Chapitre 77 - Produits exceptionnels	7 430	65 453	5 186	954	140 227	8 552
Résultat exceptionnel	7 430	27 227	- 38 741	50	140 227	8 552
CAF Brute yc exceptionnel	666 975	763 157	733 804	785 890	815 194	726 154
			***************************************		·····	
Remboursement du capital	444 665	362 404	321 039	339 548	352 657	366 137
CAF disponible yc exceptionnel	222 310	400 752	412 765	446 342	462 537	360 017
CAF disponible hors exceptionnel	214 880	373 526	451 507	446 293	322 310	351 466
Taux de CAF disponible retraitée (hors exceptionnel)	6,9%	11,8%	14,2%	13,7%	9,9%	10,3%

# 1 Soldes de gestion retraités Excédent Brut de gestion retraité

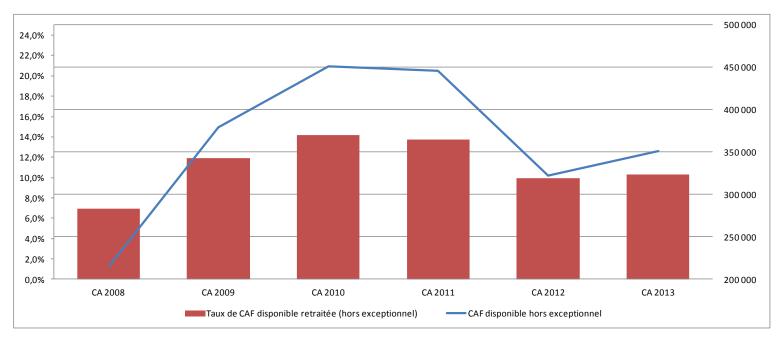


Malgré une évolution plus rapide des charges (2,18%) que des produits sur la période (1,82%), en 2013, l'EBG reste 38 K€ supérieur à son niveau de 2008.

L'EBG a suivi deux tendances différentes depuis 2008, une croissance ininterrompue jusqu'en 2011, puis une fluctuation depuis 2011 avec une « mauvaise année » 2012 et une reprise récente en 2013.

La commune n'a globalement pas réduit ses marges de manœuvre sur le fonctionnement courant durant le mandat.

# 1 Soldes de gestion retraités CAF disponible retraitée



Compte tenu d'un EBG stabilisé sur la période et d'une annuité de dette en baisse de 102 K€ entre 2008 et 2013, le niveau d'autofinancement disponible passe de 215 K€ en 2008 à 352 K€ en 2013, soit +137K€ avec des pics au-delà de 445 K€ sur 2010 et 2011.

La capacité d'autofinancement s'améliore sur le mandat, même si cette amélioration n'est pas continue. Elle se situe légèrement au-delà de 10% des recettes courantes de fonctionnement en fin de mandat, ce qui constitue un bon niveau et reflète des marges d'endettement pour la collectivité.

## 1. Mise en perspective de l'évolution des soldes Le contexte

#### Quel contexte d'évolution de l'action communale?

Impact						
Facteur	Période					
Hausse fréquentation restaurant scolaire	2008-2013					
Occupation locaux Sainte Thérèse	2008-2009					
Fonctionnement ponctuel en sous effectif	2010					
Réalisation opération d'aménagement entrée de ville	2011					

#### 1 Mise en perspective de l'évolution des soldes Evolution des produits courants – Zoom Fiscalité

	2008	2009	2010	2011	2012	2013 prév	Euros/hab.	Moyenne strate
Bases nettes (K€)								
TH	5 348	5 568	5 804	6 013	6 227	6 384	1 625	1 220
FB	4 576	4 679	4 858	5 037	5 142	5 260	1 338	1 055
FNB	10	10	13	11	12	12	3	22
Taux								
TH	8,7%	8,7%	8,8%	8,8%	8,8%	8,8%		13,7%
FB	19,9%	19,9%	20,1%	20,1%	20,1%	20,1%		19,2%
FNB	69,9%	69,9%	70,6%	70,6%	70,6%	70,6%		52,0%
Produit								
TH	467	487	513	531	550	564	144	167
FB	910	930	976	1 011	1 032	1 056	269	203
FNB	7	7	9	8	8	9	2	11
Total	1 384	1 424	1 497	1 550	1 591	1 629		

- Le régime de fiscalité des données de la strate est celui de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU)
- Les bases fiscales sont dynamiques, surtout pour la Taxe d'Habitation (+3,6% en moyenne). Les bases de Taxe sur le Foncier Bâti progressent également (2,8% en moyenne annuelle sur la période).
- Les taux de fiscalité restent quasiment stables sur la période, le taux de FNB étant significativement supérieur à la moyenne de la strate, celui de FB dans la moyenne haute et, le taux de TH étant nettement en deçà du taux moyen de la strate.
- Le dynamisme fiscal observé sur le mandat découle ainsi principalement de celui des bases, la pression fiscale restant stable sur les deux principales taxes (TH/TFB).

# 1 Mise en perspective de l'évolution des soldes Evolution des produits courants – Zoom compensations et dotations de l'Etat

K€	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Période
Compensation CET	37,3	26,4	24,0	22,3	18,6	0,0	
Compensation TF	9,8	9,4	8,6	9,1	11,1	10,0	
Compensation TH	12,8	12,5	14,9	15,3	16,1	13,3	
Total	59,9	48,3	47,5	46,7	45,8	23,2	
Evolution %		-19,3%	-1,7%	-1,8%	-1,8%	-49,3%	-17,3%
Evolution valeur		-11,6	-0,8	-0,9	-0,9	-22,6	-36,7

- Les compensations fiscales reculent sur la période sous l'effet principalement de la baisse de la compensation CET (ex TP), qui depuis 2013 n'est plus perçue par la commune.
- On constate en outre un niveau bas de DGF avec un montant de DGF par habitant moitié moindre que celui de la strate.

	Par ha	bitant	Moyenne strate
	2012	2013	2012
DGF (€)	96	98	192

## 1 Mise en perspective de l'évolution des soldes Evolution des charges courantes

Les charges courantes ont été relativement contenues, n'évoluant que de 2,18 % par an en moyenne sur la période 2008-2013.

Ville de Bassens	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
Dépenses réelles de fonctionnement :	2 234 263	2 253 330	2 217 144	2 278 742	2 394 032	2 488 936
Chapitre 011 - Charges à caractère général	709 701	716 539	753 809	766 994	801 658	819 929
Fluides	168 723	151 378	163 804	170 894	190 149	199 848
Matières et fournitures	123 263	132 806	125 091	127 496	115 245	127 401
Alimentation	46 452	53 842	59 503	67 895	79 104	87 042
Biens mobiliers	121 772	109 831	141 229	108 794	138 444	127 366
Fêtes et cérémonies	43 410	46 246	42 664	38 312	50 675	56 304
Honoraires	38 293	43 337	39 968	46 744	36 694	19 720
Maintenance	31 601	31 739	32 798	37 401	42 222	45 556
Prime d'assurance	24 948	26 292	25 869	26 641	26 802	27 678
Loyers	35 565	50 865	48 923	53 291	49 367	50 187
Affranchissement et télécommunication	21 901	20 773	22 140	24 243	24 819	27 126
Autres achats de services	53 775	49 430	51 820	65 284	48 137	51 702
Chapitre 012 - Charges de personnel	1 163 012	1 221 967	1 140 554	1 190 208	1 248 102	1 318 204
Chapitre 014 - Attenuation de produits	47 483	12 956	7 288	15 973	24 980	31 770
Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante	314 067	301 868	315 493	305 566	319 293	319 034
Elus	95 244	98 381	99 663	104 553	99 654	107 911
Contribution organismes externes et subventions	104 091	96 988	125 531	121 596	119 554	106 956
CCAS et Caisses des Ecoles	20 000	41 897	39 455	46 314	49 298	50 150
Subventions de fonctionnement	45 692	20 320	20 120	19 680	20 180	18 660
Autres	49 040	44 281	30 724	13 423	30 607	35 357

## 1 Mise en perspective de l'évolution des soldes Evolution des charges courantes

Les charges à caractère général progressent de 110 K€ sur la période, en raison essentiellement :

- D'une hausse du coût des fluides liée à une hausse de 23 K€ de la facture d'électricité sur la période
- D'une hausse des charges d'alimentation de 41 K€ affectable à la hausse de fréquentation du restaurant scolaire.
- A contrario, les honoraires diminuent de **18 K**€ sur la période et de 27 K€ entre 2012 et 2013, dont 24,5 K€ en raison des honoraires EPFL liés au portage foncier (opération les Monts)

Au-delà des changements de méthode d'imputation comptable, l'effort de subventionnement reste assez stable sur la période. On notera une augmentation de la subvention versée au CCAS à compter de 2011 pour 5 K€.

## 1 Mise en perspective de l'évolution des soldes Evolution des charges courantes – Focus sur la masse salariale

#### Evolution de la masse salariale

K€	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunération du personnel	672,6	710,6	654,1	685,1	701,4	723,4
Nombre d'ETP		36,9	33,6	34,5	34,5	35,4
Coût moyen par ETP (en K€)		19,2	19,5	19,9	20,4	20,4

#### **Ecarts**

30,9	16,3	
30,9	16.3	
	10,5	22,0
4,7%	2,4%	3,1%
0,9	0,0	0,9
000000	0,9	0,9 0,0

Entre 2008 et 2013, la masse salariale progresse de 7.5%, soit un peu moins de 1.5% en moyenne annuelle.

Le coût moyen par ETP passe de 19,3 K€ à 20,4 K€, soit une progression limitée à 5.7% en cumulé sur la période, affectable à l'effet GVT.

Les effectifs (ETP) ne progressent pas depuis 2009 dans un contexte de renforcement des effectifs de restaurant scolaire pour faire face à la progression de la fréquentation.

2008/2009 : Recrutement d'1 agent technique supplémentaire : **+40 K€** 

2010 : 1 poste d'agent technique vacant en 2010 (-40K€), -15K€ lié à la mobilisation ponctuelle d' agents recenseurs en 2009, soit -55K€

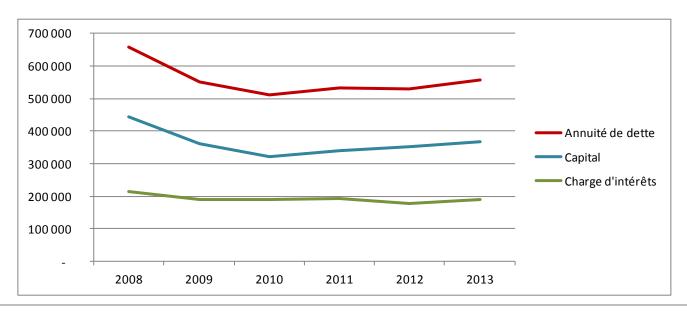
2011 : recrutement d'un nouvel agent technique à compter du 1er mars (+33K€)

2011 et années suivantes : recrutement de personnel supplémentaire pour encadrement services périscolaires (augmentation du nombre d'élèves fréquentant les services)

## 1 Mise en perspective de l'évolution des soldes Annuité de dette

L'annuité de dette baisse de **102 K€** sur la période, à raison d'une diminution de 78 K€ du remboursement du capital et de 24 K€ de la charge d'intérêts supportée entre 2008 et 2013. Ainsi, l'annuité de dette baisse en moyenne de 3,3% par an sur la période.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution période
Carthal	444.665	262.404	224 020	220 540	252.657	266.427	2.04%
Capital	444 665	362 404	321 039	339 548	352 657	366 137	-3,81%
Charge d'intérêts	214 279	189 397	189 395	194 516	177 845	190 485	-2,33%
Annuité	658 944	551 802	510 434	534 064	530 502	556 622	-3,32%



# 2. Effort d'investissement et choix de financement

## 2. Effort d'investissement et choix de financement

K€	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	Cumul période
Dépenses d'équipement	680	1 212	1 373	763	1 003	1 809	6 840
Etudes et frais divers	47	14	32	20	6	48	
Subventions d'équipements versées	0	0	0	0	16	6	
Terrains	67	4	6	2	12	209	
Travaux	445	1 002	1 270	628	792	1 431	
Matériel et réseau	121	191	66	114	176	116	
Financement	723	1 303	1 362	877	1 308	1 672	
Autofinancement	576 <sup>(*)</sup>	388	420	461	470	360	
Subventions	52	112	20	124	40	487	
FCTVA - TLE - TA	84	188	183	245	159	208	1 069
Emprunts	-	600	600	-	500	600	2 300
Remboursements d'avance	-	-	136	44	132	12	323
Cessions d'actifs et autres	11	15	4	3	7	5	45
FDR au 1/01	156	199	290	279	393	698	
Apport +	43	91	-	114	305	-	553
Prélèvement -	-		- 11	-		137	- 147
Fonds de Roulement global net de clôture	199	290	279	393	698	561	

<sup>(\*)</sup> dont 344 de reprise sur provision pour dépréciation de créances

#### 2. Effort d'investissement et choix de financement

L'analyse de l'effort d'investissement et de sa politique de financement amène aux principaux points de constat suivants :

- Un effort d'équipement global de 6.85 M€ sur le mandat représentant un effort annuel moyen de 1.15 M€.
- Un financement de cet effort, majoritairement par autofinancement et recours à l'emprunt avec un équilibre entre les deux, l'autofinancement et l'emprunt représentant respectivement 34% de l'effort d'équipement, soit près de 70% à eux deux.
- Une progression du fonds de roulement sur le mandat de 156 K€ début 2008 à plus de 560 K€ en fin de mandat, soit + 410 K€. Le fonds de roulement représente en fin de mandat 2.5 mois de fonctionnement.

Le recours à l'emprunt a donc permis, au-delà du financement des investissements, d'alimenter le fonds de roulement et de constater une situation de trésorerie plus confortable en fin de mandat, la trésorerie approche 800 K€ fin 2013, contre 20 K€ en début de mandat avec une ligne de trésorerie de 500 K€.

# 3. Situation financière au travers des principaux ratios

#### 3 Situation financière au travers des principaux ratios Fonctionnement et autofinancement

€	par habitant	moyenne strate
	2013	2012
Dépenses réelles de fonctionnement	692	851
Recettes réelles de fonctionnement	876	997
Excédent Brut de Gestion	224	208
CAF disponible	214	181

<sup>\*</sup> Données MINEFI 2012

Les recettes de fonctionnement sont de **885**€ par habitant en 2013, contre **997**€ pour la moyenne de la strate en 2012, soit un niveau inférieur de **112**€ par habitant.

A contrario, les dépenses de fonctionnement sont 2013/habitant d'un niveau inférieur de **204€** à la moyenne de la strate.

Ainsi, l'EBG par habitant est de près de 15% supérieur à la moyenne de la strate, soit + 30€/habitant.

L'autofinancement disponible de la commune est légèrement inférieur à la capacité moyenne des communes de par une annuité de dette plus conséquente (cf supra).

Au regard de ces ratios, la commune ressort comme « bonne gestionnaire » de son fonctionnement mais dégage moins d'autofinancement de par une annuité de dette plus conséquente.

# 3. Situation financière au travers des principaux ratios Effort d'équipement sur l'ensemble du mandat écoulé

- L'effort d'investissement sur le mandat écoulé s'élève à 6.85 M€.
- Il représente un effort annuel moyen de 1.15 M€.
- Ramené par habitant, cet effort moyen atteint 300 €, ce qui place la collectivité légèrement en deçà de l'effort moyen constaté sur sa strate sur les 6 dernières années (320 €/habitant).

Ainsi, on peut estimer que sur le mandat écoulé, la commune a investi 400 K€ de moins que les communes de sa strate, ce qui reste relatif (5% de l'effort consenti).

## 3. Situation financière au travers des principaux ratios Situation de l'endettement

- 1) L'endettement de la commune n'a pas progressé sur le mandat malgré l'effort d'investissement.
- 2) Le niveau d'endettement ramené à la population est élevé, il est, fin 2013, supérieur de 60 % au niveau moyen de la strate (ref.2012).

En corollaire, l'annuité de dette 2013 est de 40 % supérieure au niveau moyen de la strate.

	2008	2013	strate (données 2012
Encours de dette au 01/01 (K€)	4 841		
Encours de dette au 31/12 (K€)		4 955	
Encours €/hab	1 260	1 290	800
Annuité (K€)	659	556	
Annuité €/hab	171	145	105
Capacité de désendettement	7,7	6,8	

3) La capacité de désendettement de la commune reste bonne malgré son niveau d'endettement, elle reste inférieur à 8 ans en fin de mandat (6.8 ans) et reflète des marges d'endettement.

En synthèse, même s'il n'a pas progressé au cours du mandat, l'endettement de la collectivité ressort comme important lorsqu'il est ramené à sa taille. Cependant, la capacité de la commune à faire face à cette dette est réelle et ne génère pas de problème de remboursement.

A la fin du mandat, au vu du niveau d'autofinancement disponible et de capacité de désendettement, la collectivité dispose d'une marge d'endettement.

4. Synthèse de l'analyse rétrospective sur le mandat

#### 4. Synthèse de l'analyse rétrospective sur le mandat

- La commune a maîtrisé l'évolution du fonctionnement courant dans un contexte de dynamisme limité de ses recettes, ce qui lui a permis de conserver ses marges.
- La capacité d'autofinancement de la commune s'est ainsi maintenue du fait également d'une annuité de dette qui ne progresse pas et qui tend même à légèrement fléchir.
- Sur le mandat, alors que l'effort d'investissement dépasse en moyenne 1 M€/an, la commune s'est légèrement désendettée.
- En fin de mandat, son niveau d'endettement reste assez nettement supérieur à l'endettement moyen de sa strate, mais il reste à la portée des capacités de remboursement de la collectivité.
- La situation de trésorerie est plus confortable en fin qu'en début de mandat avec un fonds de roulement qui permet d'absorber 2.5 mois de fonctionnement.
- La situation financière en fin de mandat n'appelle pas d'alerte particulière si ce n'est une vigilance sur l'endettement à terme.

- Une raréfaction des dotations d'Etat (DGF) déjà entamé en 2014 et qui devrait se poursuivre sur les prochaines années.
  - Le montant de la DGF est de 343 K€ en 2013. D'ici 2015, la DGF pourrait potentiellement être de 287 K€, soit une baisse de 56 K€ à prévoir.
- Un effort de péréquation fiscale au travers du FPIC qui devrait s'accentuer d'ici 2016 au regard de l'évolution attendu de l'enveloppe nationale de FPIC → un potentiel d'augmentation de l'effort communal de 20 K€ entre 2013 et 2016.

K€	2012	2013	2014	2015	2016
Enveloppe globale	150 000	360 000	570 000	780 000	1 000 000
FPIC Bassens	5,1	11,0	17,4	23,8	30,5

- Le lancement d'un investissement conséquent sur le programme Ferme des Arts, qui a pour impact le mandat précédent, mais qui va nécessiter :
  - Le remboursement de l'emprunt réalisé en 2013 dès 2014.
  - Un recours supplémentaire à l'emprunt dès 2014 pour faire face aux dépenses engagées restant à payer.
  - Des coûts / déficits de fonctionnement induits qu'il est difficile d'appréhender aujourd'hui du fait d'une absence de visibilité sur les activités et structures qu'abritera cet équipement.

Le reste à financer à compter de 2014 est estimé globalement à :

Budget total 3 M€

Dépenses mandatées au 31/12/2013 - 1.2 M€

Subventions à percevoir
 - 0.4 M€

- FCTVA - 0.4 M€

\_\_\_\_\_

#### Reste à financer

1 M€

Sans tenir compte des autres investissements à porter et en prenant en considération le fonds de roulement mobilisable (300 K€ sur les 565 K€ disponible fin 2013), le besoin d'emprunt complémentaire ressort a minima à :

1 M€

- 0.1 M€

0.9 M€

Cet emprunt, sur une hypothèse de durée d'emprunt sur 20 ans, fera progresser l'annuité dans une fourchette entre 65 K€ et 70 K€ selon le taux et viendra impacter le CAF disponible d'autant, la CAF disponible 2013 se situant à 360 K€, soit un impact de 2 points sur le taux de CAF hors fonctionnement.

Approche globale de la capacité d'investissement de la commune à moyen terme

Sur la base du seul niveau d'autofinancement actuel et de son évolution prévisible au regard :

- de l'évolution attendue de la DGF et de l'impact de l'évolution du FPIC
- de l'endettement à réaliser en 2014 afin de boucler le financement de l'opération Ferme des Arts

#### L'autofinancement disponible prévisionnel se situerait à

- Autofinancement disponible 2013 retraité = 350K€
- Impact DGF et FPIC = 75K€
- Annuité supplémentaire pour financement Ferme des Arts = -70K€
- Autofinancement envisageable à moyen terme = 205 k€ soit 150 k€ en deçà du niveau actuel

Attention, cet autofinancement est envisageable dans la mesure où la commune ne laisse pas son excédent brut de gestion diminuer au-delà des impacts de la DGF et du FPIC. Ainsi il ne tient pas compte du déficit prévisible d'exploitation que la commune aurait à constater sur la ferme des arts.

Sur la base de cet autofinancement et du respect d'un autofinancement de sécurité à 3% des recettes, soit 100K€, la commune pourrait supporter au plus une annuité supplémentaire de 100K€ soit une capacité d'emprunt de 1,3M€ sur une durée de 20 ans (taux d'intérêt pris par hypothèse à 4.5%)



Dès lors, la capacité d'investissement sur le prochain mandat, hors prise en compte du profil d'extinction de la dette actuelle, peut être estimée à :

- 100K€ annuelle pour la partie autofinancée
- 1 300 K€ pour la partie finançable par emprunt



#### **Votre interlocuteur:**

Laurent Pradère Manager 04 37 64 75 80 Ipradere@kpmg.fr

© 2014 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés.

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance au capital social e 5 497 100 euros. 775 726 417 RCS Nanterre. Siège social : Immeuble Le Palatin, 3 cours du Triangle, 92939 Paris La Défense Cedex. KPMG S.A. est membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative (« KPMG International »), une entité de droit suisse. KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.